

Communiqué Urgence Louvre

SUD Culture Solidaires prend acte du plan de communication orchestré par la direction du Louvre visant à obtenir des crédits supplémentaires afin de financer ses grands projets sous couvert du délabrement de l'établissement dont elle a la charge depuis l'automne 2021.

Oui, le Louvre est dans un état affligeant et sa vétusté menace aujourd'hui une partie des collections, sans compter les conditions de visite toujours plus déplorables pour le public et des conditions de travail de moins en moins supportables.

Oui, un plan de remise à niveau dédié aux enjeux bâtimentaires est indispensable pour la sauvegarde du palais et des collections qu'il abrite.

Non, la direction ne découvre pas ces sujets : les personnels et SUD Culture n'ont eu de cesse d'alerter la présidence depuis sa prise de poste. Pourtant ces alertes sont restées lettres mortes, y compris lors de la fermeture en urgence d'une exposition en novembre 2023 (voir communiqué de novembre 2023 [« Le vaisseau amiral de la Culture prend l'eau ... et ce n'est pas la faute de ses matelots »](#)).

Non, le ministère n'est pas le premier responsable de la situation : l'équipe en place a fait le choix d'écraser le plan décennal de travaux de maintenance dès son arrivée et a utilisé les subventions de l'état à d'autres fins. Depuis trois ans et demi, le Louvre s'abîme dramatiquement parce que sa direction préfère consacrer les deniers publics à des projets glamours plutôt qu'à la préservation de notre patrimoine commun.

Au regard de la situation extrêmement préoccupante à laquelle est confrontée le plus grand musée du monde, SUD Culture Solidaires exige :

- l'arrêt des grands projets (notamment la création d'une nouvelle entrée) qui relèvent de l'aberration dans le contexte actuel de déficit majeur des finances publiques ;
- une planification de l'ensemble des travaux nécessaires et la construction d'un budget dédié ;
- la réaffectation des crédits attribués à l'établissement à un plan urgence-travaux de sauvegarde (canalisations, toitures, électricité, chauffage, sanitaires...) ;
- un contrôle budgétaire renforcé ;
- la garantie d'un contrôle rigoureux par le ministère de la Culture de la mise en œuvre de ce plan d'urgence-travaux.